

« Faisabilité réglementaire sur l'eau - Détermination des zones humides »

Secteurs urbanisables 1AU et 2AU

49600 La Chapelle-du-Genêt

Maître d'ouvrage	Marie de la Chapelle-du-Genêt 3 rue des Ecoles 49600 La Chapelle du Genêt Tel : 02-41-63-03-64
Localisation du site d'étude	Secteurs urbanisables 1AU et 2AU 49600 La Chapelle du Genêt Date des investigations de terrain : 10 septembre 2013
Caractéristiques du projet	Nature des travaux : Viabilisation d'une zones urbanisables Date d'intervention : 10 septembre 2013 Surface des parcelles : environ 4,4 hectares

Fait à St-Macaire-en-Mauges, le 08 septembre 2017

Par Monsieur TAMISIER Guillaume

1 - Préambule

Cette étude a pour objectif de déterminer la présence de zones humides et la faisabilité du projet de viabilisation des zones urbanisables 1AU et 2AU de la Chapelle du Genet, suivant la réglementation en vigueur lors de la réalisation de ce rapport d'étude.

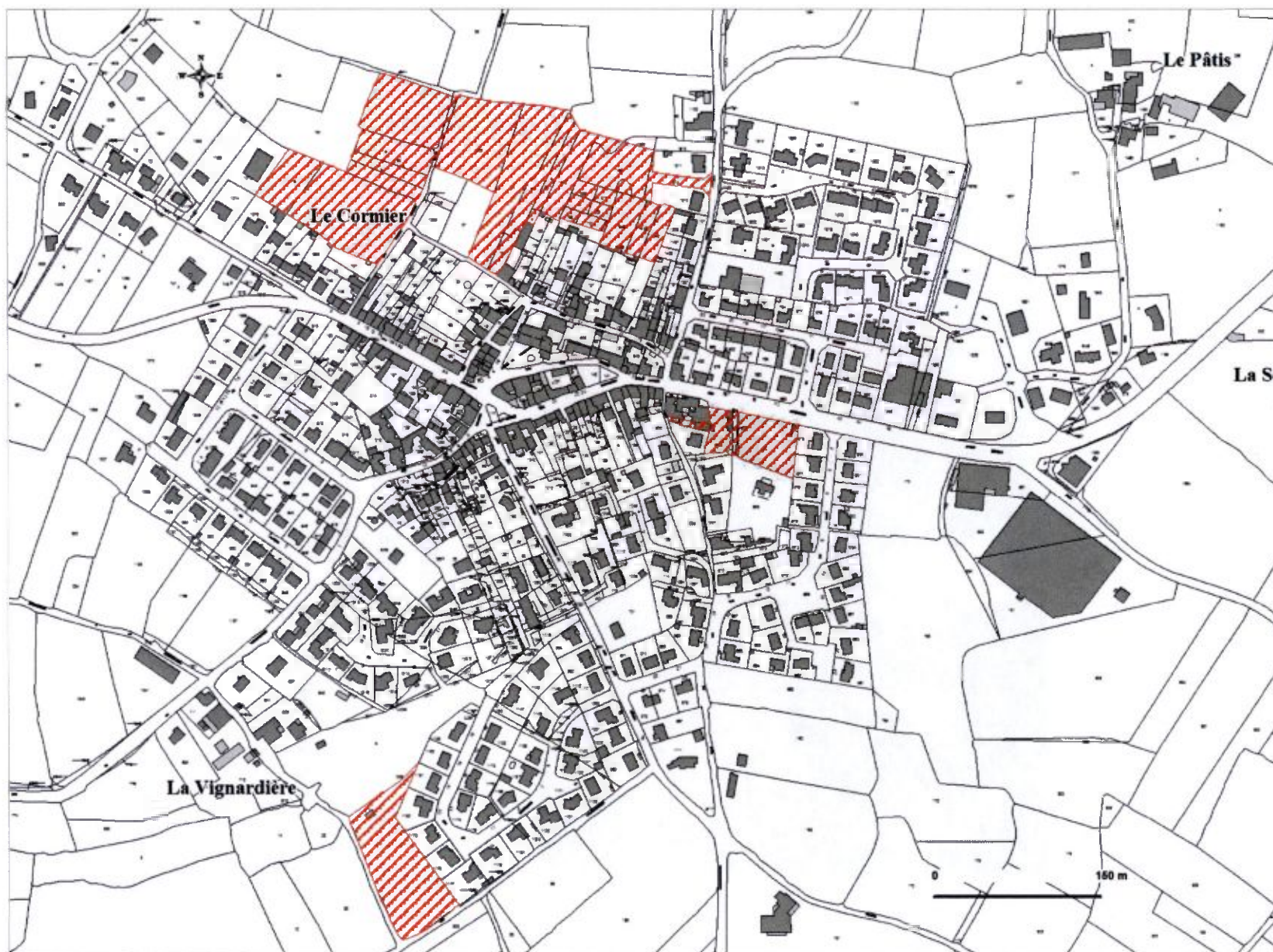
La caractérisation des zones humides a été établie suivant les méthodologies de l'arrêté du 01 octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 « précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement », et la circulaire du 18 janvier 2010 « relative à la délimitation des zones humides en application des articles L 214-7-1 et R 211-108 du code de l'environnement ».

2 – Etude environnementale et pédologique

2.1 – Contexte environnementale

Les secteurs étudiés sont localisés à proximité du centre bourg de la Chapelle du Genêt (secteurs de développement projetés dans le cadre du projet de PLU - Voir cartographie page suivante). Le contexte de l'aire d'étude est précisé ci-dessous :

Zones à urbaniser	Zone 1AU	Zone 2AU sud	Zone 2AU nord
Numéro de parcelle de l'ilot étudié	44 section AD	168 section AE	7, 8, 17, 20, 21, 36, 42, 174 section AA
Surface de l'ilot étudié	Environ 0,4 ha	Environ 0,7 ha	Environ 3,3 ha
Localisation géodésique Lambert 93	X 395 960 Y 6 683 500	X 395 630 Y 6 683 130	X 395 730 Y 6 683 760
Occupation actuelle du sol	Pelouse	Prairie	Prairie et cultures
Occupation future du sol	Zone d'habitations	Zone d'habitations	Zone d'habitations
Altitude IGN NGF 69	Environ 93 mètres	Entre 93 et 86 mètres	Entre 94 et 88 mètres
Topographie	Pente uniforme de 1 %	Pente uniforme de 3 à 5 %	Pente hétérogène de 1 à 4 %
Géologie	Schiste vert	Schiste vert	Schiste vert



2.2 – Etude du biotope

Les ilots sont situés au cœur d'un paysage de bocage occupé par des parcelles de cultures (maïs et ray-grass) et de prairies. On distingue quelques haies positionnées en périphérie des ilots.

Ilot n° 1 AU



Photo du secteur 1 AU

L'ilot n° 1 AU est caractérisé par une pente faible de l'ordre de 1 % globalement orientée vers le nord. Il est occupé par une pelouse sur la globalité de la superficie. Il est bordé :

- A l'ouest, au sud, et à l'est par des habitations
- Au nord par la rue Nationale

Ilot n° 2 AU sud



Photo du secteur 2AU sud

L'ilot n° 2AU sud est caractérisé par une pente régulière de l'ordre de 2 à 5 % orientée vers le nord-ouest. Il est occupé une prairie permanente et est bordé :

- Au sud par des cultures
- A l'ouest par une prairie
- A l'est par des habitations
- Au nord par un bassin de rétention des eaux

Ses extrémités sud, ouest, et nord sont délimités par des haies anciennes de chênes et de fresnes.

Ilot n° 2 AU nord



Photo du secteur 2 AU nord (vue du sud)



Photo du secteur 2 AU nord (vue du nord)

L'îlot n° 2AU nord est caractérisé par une pente hétérogène comprise entre 1 et 4 %. L'ensemble du secteur est pentu de l'ordre de 2 à 4 %, exceptées les parcelles n°42 et 137 très plates (pente de 1 %). Il est occupé sur la majeure partie de sa superficie par des cultures de maïs ou de ray-grass. Au sud-est on distingue une prairie sur la parcelle n°42 et l'extrémité sud de la n° 36. A l'ouest on observe des jardins et des vignes.

L'îlot est bordé sur ses extrémités :

- sud par des habitations et le cimetière
- Est par la rue de l'Evre
- Ouest par des habitations
- Nord par des cultures

Quelques haies sont aussi implantées au cœur de l'îlot (entre parcelle n°36 et 21) et sur la limite nord de la parcelle n°137.

Synthèse

Les sites d'études n'abritent pas d'espèces faunistiques ou floristiques remarquables. Seules les haies disposées en limite des parcelles constituent des niches écologiques essentielles pour le maintien des espèces autochtones.

La flore de prairie de l'extrémité sud de la parcelle n°36 est spécifique des zones humides. On observe des espèces végétales hydrophiles comme les fétuques, renoncules, ou rumex en grande quantité. Le taux de recouvrement de l'ensemble de ces espèces est d'environ 20 à 40 % sur cette zone.

De part la nature des espèces végétales qui le compose et le taux de recouvrement de la flore hydrophile, ce secteur peut-être qualifié de zone mésohyrophile.



Photo de la zone de prairie de l'extrémité sud de la parcelle n°36



Photo du couvert végétale de la zone méso hydrophile

2.3 – Etude pédologique

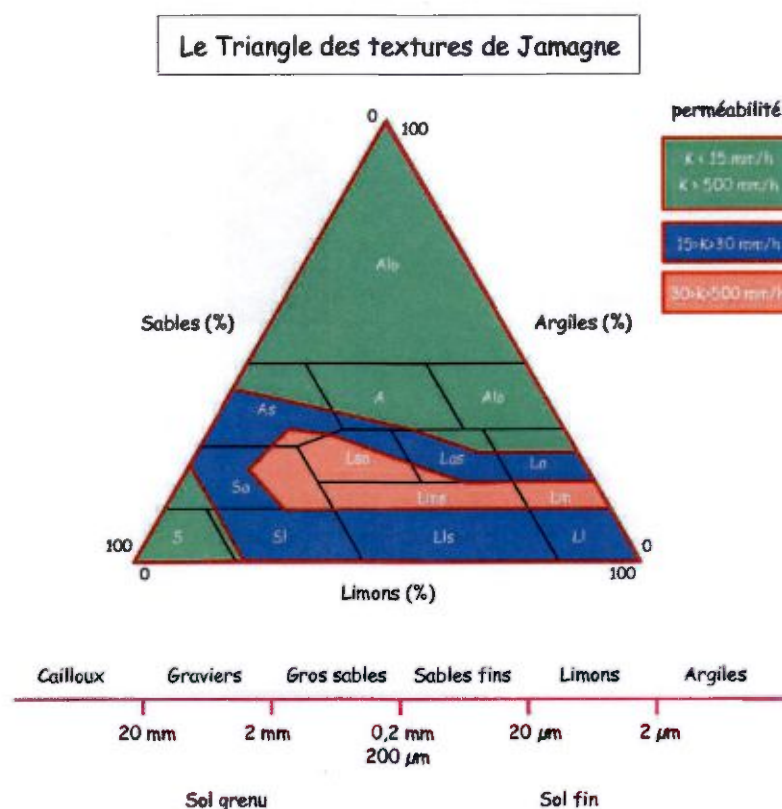
Analyse pédologique :

L'analyse de sol de l'aire d'étude vise à établir les propriétés pédologiques du terrain dans l'optique de définir la présence ou non de zones humides.

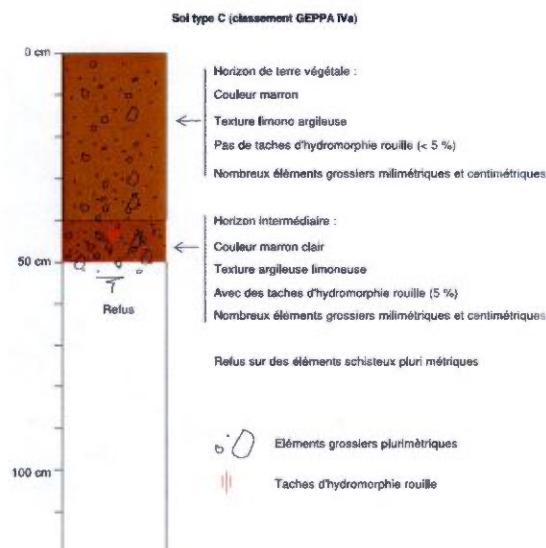
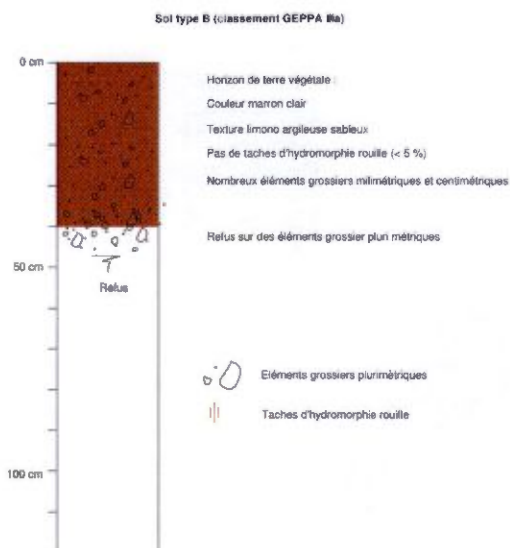
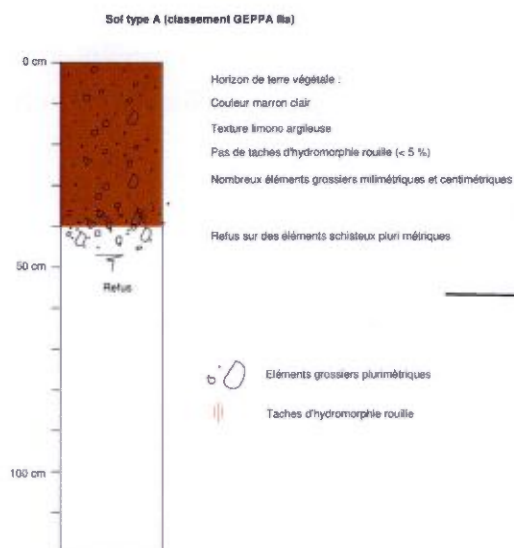
Le nombre, la répartition et la localisation précise des sondages dépendent de la taille et de l'hétérogénéité du site. Nous avons réalisé 25 sondages sur les zones, jusqu'à la profondeur de refus de la tarière manuelle.

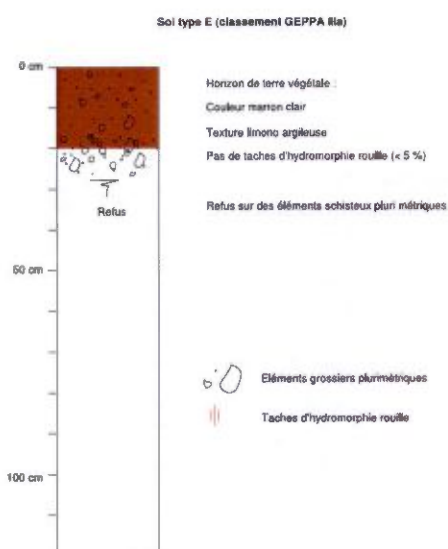
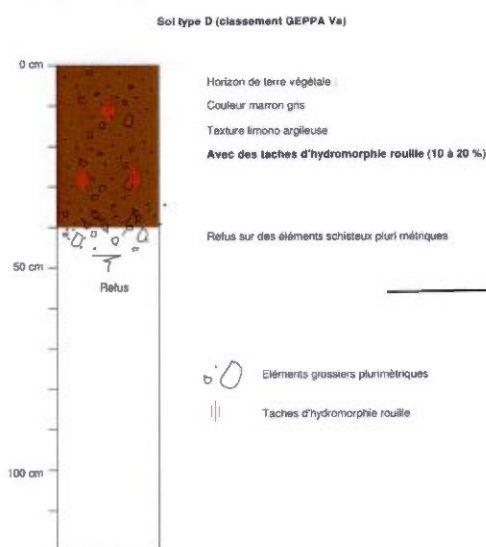
Les caractéristiques du sol prises en compte ont été les suivantes :

- profondeur des différents horizons
- texture du sol selon les caractéristiques référencées par le triangle de Jamagne
- couleur
- fraîcheur
- présence et caractéristiques des éléments grossiers
- degré d'hydromorphie

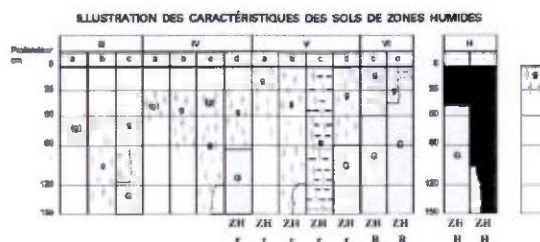


Les investigations pédologiques menées montrent que les terrains en place sont globalement homogènes. On retrouve des profils de sol de type brun, peu évolué. Il sont de faible profondeur et repose sur la roche mère schisteuse, plus ou moins dégradée suivant les secteurs. On distingue cependant cinq principaux types de sols sur l'aire d'étude, délimités sur les plans des observations annexés :





Le type de sol D est spécifique des zones humides. Il est considéré dans le **rang de morphologie Va des classes d'hydromorphie** du Groupe d'Etude des Problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA 1981). Il se différencie principalement par la présence de taches d'hydromorphie rouille dès la surface (10 à 20 % dans les 25 premiers centimètres).



Morphologie des sols correspondant à des "zones humides" (ZH)

- (g) caractère rédoxique peu marqué (pseudogley peu marqué)
- g caractère rédoxique marqué (pseudogley marqué)
- G horizon rédoxique (gley)
- H horizon rédoxique (gley)
- I horizon rédoxique (gley)

d'après Classes d'hydromorphie du Groupe d'Etude des Problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA, 1981)

3 – Faisabilité réglementaire

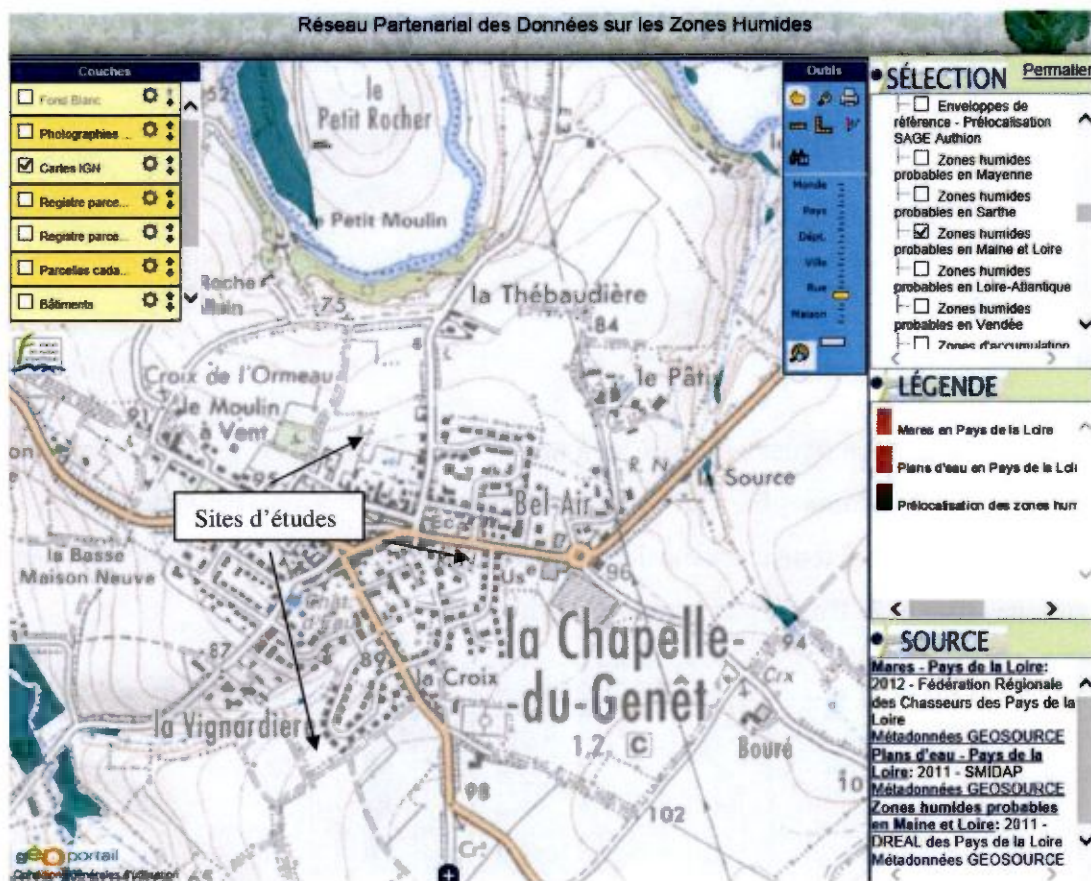
3.1 – Contexte réglementaire

Ce chapitre a pour but de préciser le contexte réglementaire qui s'applique sur le projet, en vigueur à la date de réalisation de cette étude.

3.2 – Détermination des zones humides sur le projet

a) Présence d'une zone humide :

→ Les inventaires de prélocalisation des zones humides de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement, et du Logement ne mettent pas en évidence de zone humide sur les sites d'études .



L'identification de la zone humide est effectuée suivant l'arrêté du 01 octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 « précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement », et la circulaire du 18 janvier 2010 « relative à la délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement ».

La méthodologie empruntée à ces textes législatifs prend en compte les critères suivants pour la détermination et délimitation des zones humides : les critères de sols suivant le référentiel indiqué et les critères de végétation pour les espèces et les habitats.

→ *L'examen de la végétation et du sol a permis de mettre en évidence une zone humide sur le secteur 2AU nord. Elle concerne l'extrémité sud de la parcelle n°36 de la section AA. Elle s'étend sur une surface d'environ 300 m², et ses limites sont précisées sur le plan des observations de l'ilot 2AU nord annexé.*



b) Cas des plans d'eau :

L'alinéa IV de l'article R. 211-108 du code de l'environnement indique que « *les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux cours d'eau, plans d'eau et canaux ainsi qu'aux infrastructures créées en vue du traitement des eaux usées ou des eaux pluviales* ». Cet alinéa vise à distinguer les milieux aquatiques des zones humides pour l'application de la police de l'eau. Néanmoins, il ne faut pas en conclure hâtivement que tout ce qui est appelé communément « plan d'eau » n'inclut pas certaines parties qualifiables de zones humides, notamment les berges et les zones peu profondes.

En tout état de cause il convient de réaliser un diagnostic du plan d'eau afin de déterminer la présence ou non d'espèces remarquables protégées. Ceci afin de veiller à ce que le projet n'impacte pas sur ces espèces et leurs habitats, en application de l'article L. 411-1 à 7 du code de l'environnement (livre IV faune et Flore – Titre 1^{er} – chapitre 1^{er})

→ ***Le projet n'est concerné pas concerné par un plan d'eau.***

c) Classification d'un ruisseau (ou cour d'eau) :

La législation sur l'eau repose notamment sur la notion de cours d'eau, laquelle donne lieu à diverses interprétations. La circulaire du 2 mars 2005 relative à la définition de la notion de cours d'eau apporte quelques précisions. *La qualification de cours d'eau donnée par la jurisprudence repose essentiellement sur les deux critères suivants :*

- *La présence et la permanence d'un lit naturel à l'origine, distinguant ainsi un cours d'eau d'un canal ou d'un fossé creusé par la main de l'homme mais incluant dans la définition un cours d'eau naturel à l'origine mais rendu artificiel par la suite, sous réserve d'en apporter la preuve, ce qui n'est pas forcément aisé.*
- *La permanence d'un débit suffisant, une majeure partie de l'année, apprécié au cas par cas par le juge en fonction des données climatiques et hydrologiques locales et à partir de présomptions, au nombre desquelles par exemple l'indication « du cour d'eau » sur une carte IGN ou la mention de sa dénomination sur le cadastre.*

→ *Le projet n'est pas concerné par un cours d'eau en limite de propriété d'ilot. Les eaux pluviales se déversent dans les réseaux et fossés des eaux pluviales. La Chapelle du Genêt fait partie du bassin versant de l'Evre.*

En tout état de cause ce sont les services de l'état en charge de la police de l'eau et de la pêche (Etat et Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques) qui détermine le classement ou non d'une entité hydrographique, suivant leur expertise du contexte local.

***Direction Départementale du Territoire
(Service Police de l'eau)
15 bis rue Dupetit Thouars
49000 Angers
Tel : 02-41-86-66-43***

3.3 – Application du code de l'environnement

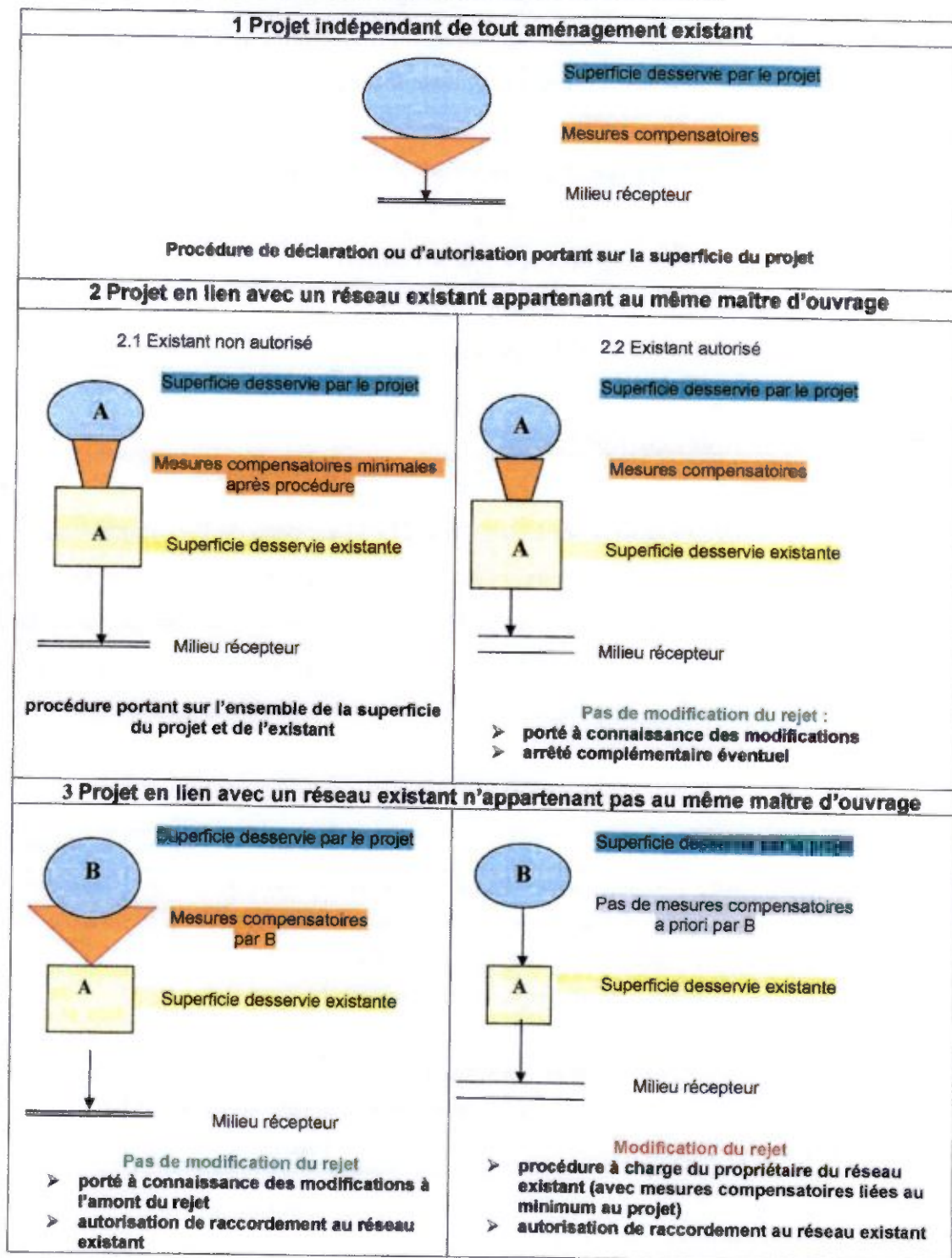
La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 (articles L.214.1 à L.214.11 du code de l'environnement) établit que toutes les installations, ouvrages, travaux, et activités (IOTA), pouvant présenter des effets sur la ressource en eau et les écosystèmes aquatiques, doivent être soumis à autorisation ou déclaration suivant leur niveau d'incidence. L'article R 214.1 du code de l'environnement fixe les seuils pour lesquels les IOTA sont soumis à déclaration ou à autorisation. Les rubriques appliquées pour ce projet peuvent être les suivantes :

<i>N° de Rubrique</i>	<i>intitulé</i>	<i>Seuil de déclaration</i>	<i>Seuil d'autorisation</i>
2.1.5.0	<i>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</i>	<i>Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha</i>	<i>Supérieure ou égale à 20 ha</i>
3.3.1.0	<i>Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zone humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant :</i>	<i>Supérieur à 0,1 ha mais inférieur à 1 ha.</i>	<i>Supérieur ou égale à 1 ha.</i>

Attention : cette liste n'est pas exhaustive.

→ Les rubriques 2.1.5.0 et 3.3.1.0 de l'article R214.1 du code de l'environnement s'appliquent sur les projets d'urbanisation. Le bassin versant à prendre en compte est l'ensemble de l'impluvium jusqu'au rejet au milieu récepteur.

Illustration de cas d'entrée en procédure



3.4 – Application du SDAGE et SAGE

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (ou SAGE) est un outil, édifié par la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992, qui a pour principal objectif de définir les enjeux et les actions concrètes de la gestion de l'eau pour chaque sous bassin versant composant les grands bassins versants. Il traduit localement la politique globale de gestion de l'eau établie par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (ou SDAGE objectif 2016 – 2021).

Ces deux documents reprennent les orientations fixées par les directives européennes et les lois nationales. Ce sont des instruments juridiques primordiaux dans la politique de sauvegarde de la ressource en eau. Il convient de se référer :

- Le SDAGE Loire Bretagne 2016-2016 incorpore la problématique des zones humides dans la gestion de l'eau au travers des orientations fondamentales et dispositions du chapitre 8 « préserver les zones humides et la biodiversité ».

Disposition

SB-1 - Les maîtres d'ouvrage de projets impactant une zone humide cherchent une autre implantation à leur projet, afin d'éviter de dégrader la zone humide.

À défaut d'alternative avérée et après réduction des impacts du projet, dès lors que sa mise en œuvre conduit à la dégradation ou à la disparition de zones humides, la compensation vise prioritairement le rétablissement des fonctionnalités.

À cette fin, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir la création ou la restauration de zones humides, cumulativement :

- équivalente sur le plan fonctionnel ;
- équivalente sur le plan de la qualité de la biodiversité ;
- dans le bassin versant de la masse d'eau.

En dernier recours, et à défaut de la capacité à réunir les trois critères listés précédemment, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200 % de la surface, sur le même bassin versant ou sur le bassin versant d'une masse d'eau à proximité.

Conformément à la réglementation en vigueur et à la doctrine nationale "éviter, réduire, compenser", les mesures compensatoires sont définies par le maître d'ouvrage lors de la conception du projet et sont fixées, ainsi que les modalités de leur suivi, dans les actes administratifs liés au projet (autorisation, récépissé de déclaration...).

La gestion, l'entretien de ces zones humides compensées sont de la responsabilité du maître d'ouvrage et doivent être garantis à long terme.

- Le SAGE Evre Thau – St Denis est en cour d'élaboration. Son périmètre à été arrêté le 19 mars 2010. Les coordonnées de la structure porteuse sont les suivantes :

Adresse du siège : **Syndicat Mixte des Bassins Èvre - Thau - St Denis**
12 bis rue Juiverie
BEAUPREAU
49600 BEAUPREAU EN MAUGES
Adresse postale : **Syndicat Mixte des Bassins Èvre - Thau - St Denis**
CS10063
BEAUPREAU
49 602 BEAUPREAU EN MAUGES CEDEX
Tél. : 02 41 71 76 83
Adressez-vous par mail à contact@evrethausaintdenis.fr
Site internet : www.evrethausaintdenis.fr

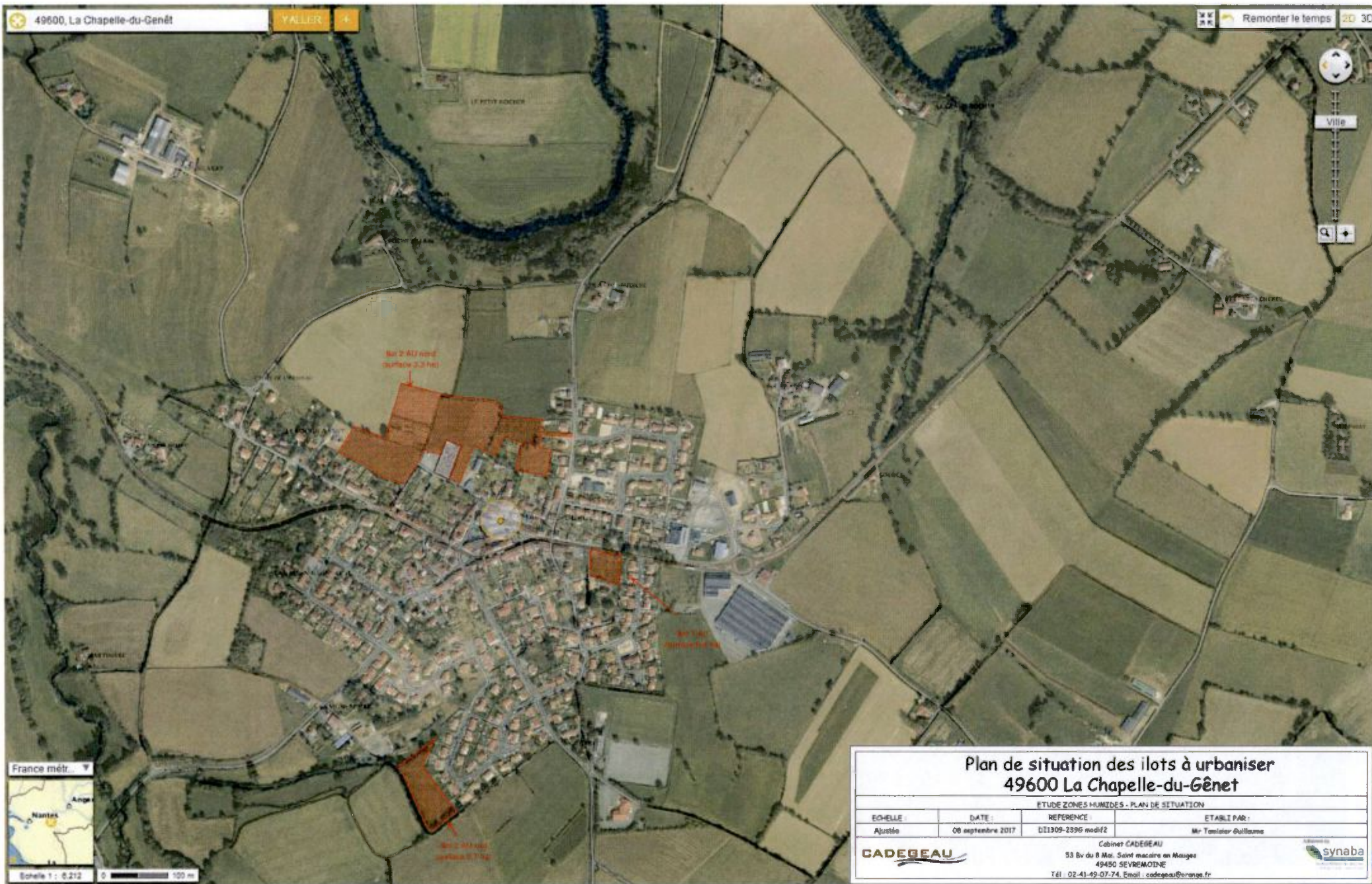
→ *Le projet doit être en adéquation avec le SDAGE Loire Bretagne 2016-2021 et le SAGE Evre Thau St-Denis .*

3.5 – Application du POS ou PLU

Les documents d'urbanisme comme le Plan d'Occupation des Sols et le Plan Local d'Urbanisme (Article L.123.1 à 7 du code urbanisme), incluent les préoccupations liées à l'environnement. Les éléments de paysages et culturels doivent y être identifiés et classés.

De plus le chapitre 8A-1 du SDAGE Loire Bretagne précise « *Les Plans Locaux d'Urbanisme incorporent dans les documents graphiques les zones humides dans une ou des zones suffisamment protectrices et, le cas échéant, précisent, dans le règlement ou dans les orientations d'aménagement, les dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme.* »

→ *Le Plan Local d'Urbanisme de la commune n'a pas fait état du recensement des zones humides à la date des investigations de terrain.*





Secteur 1 AU 49600 La Chapelle-du-Gênêt

ETUDE ZONES HUMIDES - PLAN DES OBSERVATIONS Ilot 1 AU

ECHELLE :	DATE :	REFERENCE :	ETABLI PAR :
Ajustée	8 septembre 2017	DI1309-2396 modif2	Mr Tamisier Guillaume

CADEGEAU

Cabinet CADEGEAU
53 Bv du 8 Mai, St Macaire en Mauges
49450 SEVREMOINE
Tél : 02-41-49-07-74. Email : cadegeau@orange.fr

Adhérent du
synaba
Le Syndicat National des Amateurs de la Biodiversité



Secteur 2 AU sud 49600 La Chapelle-du-Gênêt

ETUDE ZONES HUMIDES - PLAN DES OBSERVATIONS Ilot 2 AU sud

ECHELLE :	DATE :	REFERENCE :	ETABLI PAR :
Ajustée	8 septembre 2017	DI1309-2396 modif2	Mr Tamisier Guillaume

CADEGEAU

Cabinet CADEGEAU
53 Bv du 8 Mai, St Macaire en Mauges
49450 SEVREMOINE
Tél : 02-41-49-07-74. Email : cadegeau@orange.fr

Adhérent du
synaba
Syndicat National des Travaux
d'Aménagement et d'Assainissement

Secteur 2 AU nord
49600 La Chapelle-du-Gânet

ETUDE ZONES HUMIDES - PLAN DES OBSERVATIONS DDT 2 AU nord

ÉCHELLE	DATE	RÉFÉRENCE	ÉTABLI PAR
Ajardin	09 septembre 2017	021399-2396-modif2	Mr. Tanguy-Bullonne

CADEGEAU
 53 Bd du 8 mai, St-Martin-en-Mauges
 49400 SAINTE-GENÈVE
 Tél. 06 41 05 87 74 Email : contact@cadegeau.fr

synaba

